



Conseil économique et social

Distr. générale
5 avril 2013
Français
Original : anglais

Session de fond de 2013
Genève, 1^{er}-25 juillet 2013
Coopération régionale

Amérique latine et Caraïbes : situation économique et perspectives, 2012-2013

Résumé

La détérioration de l'économie mondiale survenue en 2012 s'est répercutée sur l'Amérique latine et les Caraïbes, principalement par les voies commerciales. L'ensemble de la région a connu un net ralentissement de la croissance de la valeur des exportations, qui est passée de 23,9 % en 2011 à quelque 1,6 % en 2012. On estime qu'en 2012, le compte courant de la balance des paiements a enregistré, dans les pays d'Amérique latine, un déficit équivalent à 1,6 % du produit intérieur brut (PIB) régional, soit légèrement plus que celui de 1,3 % accusé en 2011.

Face à l'instabilité financière mondiale, les entrées nettes de capitaux dans la région ont subi une forte baisse, aggravée par un élargissement du déficit des comptes courants, si bien que l'accumulation de réserves ne s'est située qu'à 50 % de celle observée en 2011. Les flux nets d'investissement étranger direct ont eux aussi diminué, mais sont restés beaucoup plus élevés que ceux de 2010, ce qui témoigne de l'attrait qu'exerce la région sur les investissements.

L'activité économique de la région a affiché en 2012 une certaine résilience face aux chocs extérieurs. En particulier, le taux de croissance du PIB – 3 % – a dépassé le taux de croissance mondiale – 2,2 %.

En 2012, la consommation est demeurée le facteur le plus important de croissance, tandis que le rôle de l'investissement y a été moindre qu'en 2011.

Bien que l'emploi et les salaires aient augmenté – le taux de chômage diminuant davantage chez les femmes que chez les hommes –, l'on constate dans certains pays un ralentissement de la création d'emplois « de qualité ». Pour l'ensemble de la région, le taux de chômage en zone urbaine est passé de 6,7 % en 2011 à 6,4 % en 2012, touchant environ 15 millions de personnes.



La plupart des pays ont mis en œuvre une politique monétaire visant à modérer l'effet préjudiciable de la contraction de la demande extérieure sur l'activité économique. D'une manière générale, les pays ont évité d'avoir recours à des politiques – augmentation des taux d'intérêt ou autres types de mesures de contrôle des agrégats monétaires, notamment – qui risqueraient d'asphyxier l'expansion du crédit et de la demande intérieure. Les pressions à la hausse exercées sur les monnaies se sont allégées mais l'instabilité des taux de change a augmenté dans certains pays.

La situation budgétaire s'est détériorée dans la plupart des pays, mais les politiques budgétaires sont demeurées essentiellement prudentes. À quelques exceptions près, les pays ont vu se creuser l'écart entre les recettes et les dépenses. L'augmentation des dépenses a contribué à dynamiser la demande intérieure.

L'on estime que la croissance du PIB en Amérique latine et dans les Caraïbes pourrait se hisser jusqu'à environ 3,8 % en 2013, grâce à l'amélioration des perspectives qui s'offrent aux États-Unis d'Amérique et en Chine, à une augmentation de la croissance en Argentine et au Brésil, et à une demande intérieure encore relativement soutenue dans plusieurs économies de la région.

L'objectif pour la région demeure toutefois celui d'accroître et de stabiliser la croissance des investissements – plutôt que de compter uniquement sur la consommation – pour induire un changement structurel, absorber les progrès techniques et parvenir à une croissance adéquate. À cet égard, le marché régional, exploité dans le cadre d'un régionalisme propice, pourrait aider à compenser la faiblesse de la demande extérieure enregistrée au cours de ces dernières années.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Le contexte extérieur et ses incidences en Amérique latine et dans les Caraïbes	4
III. Croissance économique, emploi et salaires	11
IV. Politiques économiques adoptées en Amérique latine et dans les Caraïbes face aux problèmes qui se posent	14
V. Perspectives et défis	20

I. Introduction

1. La récession en Europe, consécutive à des déséquilibres – en particulier dans la zone euro – en termes de finances, de budget et de compétitivité, conjuguée au ralentissement économique constaté en Chine et à une croissance modérée enregistrée aux États-Unis d'Amérique, a contribué à un net fléchissement de l'activité économique mondiale en 2012. Les taux de croissance de la production et des échanges mondiaux ont chuté, et les flux de capitaux à destination des pays en développement se sont raréfiés et sont devenus plus instables.

2. C'est principalement par les voies commerciales que cette détérioration s'est répercutée sur l'Amérique latine et les Caraïbes. L'accroissement de la valeur des exportations s'est fortement replié pour la région dans son ensemble, passant de 23,9 % en 2011 à quelque 1,6 % en 2012. La baisse des prix d'un important groupe de produits d'exportation a entamé la valeur des exportations, si bien que c'est la croissance en volume, contrairement aux années précédentes, qui s'est révélée un facteur d'augmentation – quoique modeste – de la valeur des exportations.

3. Du fait notamment de la détérioration de la balance commerciale, les pays latino-américains ont, selon les estimations, affiché un déficit du compte courant de la balance des paiements équivalant à 1,6 % du produit intérieur brut (PIB) régional en 2012, soit une légère détérioration par rapport au taux de 1,3 % de 2011, laquelle n'a pu être jugulée, en dépit d'une légère réduction – de 2,5 % à 2,3 % du PIB – du déficit du compte des recettes et de la stabilité des transferts courants – établis à 1,1 % du PIB.

4. Face à l'instabilité financière mondiale, les entrées nettes de capitaux à court terme dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes ont baissé en 2012. Par rapport à 2011, les flux financiers nets ont fortement diminué, ce qui, assorti d'un déficit des comptes courants, n'a permis d'engranger que 50 % des réserves de 2011. Les flux nets d'investissement étranger direct ont eux aussi reculé, mais sont restés beaucoup plus importants que ceux de 2010, ce qui témoigne de l'attrait qu'exerce la région sur les investissements.

5. L'activité économique de la région a affiché en 2012 une certaine résilience face aux chocs extérieurs. En particulier, le taux de croissance du PIB – 3 % – a dépassé le taux de croissance mondiale – 2,2 %. En 2012, la consommation est demeurée le facteur le plus important de croissance, tandis que le rôle de l'investissement y a été moindre qu'en 2011, en raison principalement de la contraction enregistrée en Argentine et au Brésil – deux pays qui pèsent lourd dans la moyenne régionale.

6. Bien que l'emploi et les salaires aient augmenté – le taux de chômage diminuant davantage chez les femmes que chez les hommes –, l'on constate dans certains pays un ralentissement de la création d'emplois « de qualité ». Pour l'ensemble de la région, le taux de chômage en zone urbaine est passé de 6,7 % en 2011 à 6,4 % en 2012, touchant environ 15 millions de personnes. L'emploi salarié a continué de croître plus vite que le travail pour compte propre (3,1 % contre 1,3 %).

7. La plupart des pays ont mis en œuvre une politique monétaire visant à modérer l'effet préjudiciable de la contraction de la demande extérieure sur l'activité économique. D'une manière générale, les pays ont évité d'avoir recours à des politiques – augmentation des taux d'intérêt ou autres types de mesures de contrôle

des agrégats monétaires, notamment – qui risqueraient d’asphyxier l’expansion du crédit et de la demande intérieure, en dépit d’une augmentation de l’inflation provoquée en partie par la montée des prix des denrées alimentaires, dès septembre 2012.

8. Les pressions à la hausse exercées sur les monnaies se sont allégées mais l’instabilité des taux de change a augmenté dans certains pays. La dégradation des comptes courants et la diminution des entrées de capitaux dans la région ont ralenti l’accumulation de réserves par rapport à 2011, tant en pourcentage du PIB qu’en chiffres absolus. Bien que les taux de change des pays les mieux intégrés dans les marchés financiers internationaux aient tous réagi en 2011 d’une manière analogue aux différents chocs de l’année, le degré de corrélation entre leurs mouvements a commencé à diminuer au début de 2012.

9. La situation budgétaire s’est détériorée dans la plupart des pays, mais les politiques budgétaires sont demeurées essentiellement prudentes. À quelques exceptions près, les pays ont vu augmenter l’écart entre les recettes et les dépenses – les dépenses augmentant plus rapidement (0,7 % du PIB en moyenne) que les revenus (0,2 %). Cette augmentation des dépenses a contribué à dynamiser la demande intérieure, et en particulier la consommation, les dépenses courantes grimant en 2012 de 0,4 % du PIB et les dépenses d’équipement, de 0,3 %.

10. Les perspectives économiques pour l’Amérique latine et les Caraïbes sont fortement tributaires de l’évolution que suivra l’économie mondiale en 2013. Le cas de figure le plus probable est que la croissance soit très faible, voire nulle en Europe, que les États-Unis d’Amérique prennent un certain élan, et que la croissance se poursuive en Chine. À partir de ce scénario de base, l’on estime que la croissance du PIB en Amérique latine et dans les Caraïbes pourrait s’accélérer, pour se hisser jusqu’à quelque 3,8 %, sous l’effet de deux facteurs en particulier, à savoir une croissance plus élevée en Argentine et au Brésil d’une part et, d’autre part, une demande intérieure raisonnablement soutenue dans certaines des économies de la région, du fait d’une amélioration des indicateurs du travail, d’une augmentation des prêts bancaires octroyés au secteur privé et de l’absence de nouvelles baisses importantes des cours des matières premières.

11. L’objectif pour la région demeure, toutefois, celui d’accroître et de stabiliser la croissance des investissements – plutôt que de compter uniquement sur la consommation – pour induire un changement structurel, absorber les progrès techniques et parvenir à une croissance adéquate. À cet égard, le marché régional, exploité dans le cadre d’un régionalisme propice, pourrait aider à compenser la faiblesse de la demande extérieure enregistrée au cours de ces dernières années.

II. Le contexte extérieur et ses incidences en Amérique latine et dans les Caraïbes

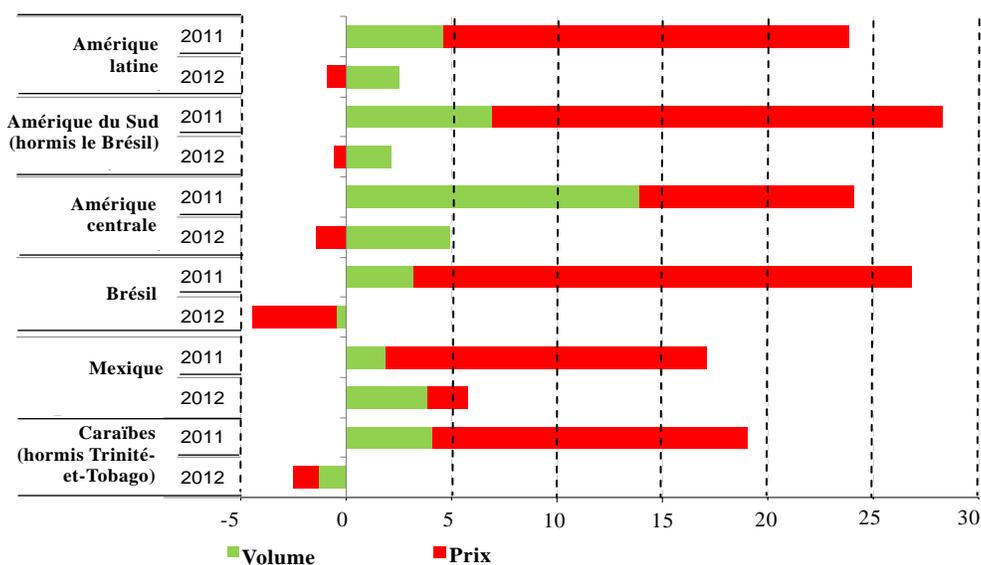
12. Le ralentissement de la croissance de l’économie mondiale a entraîné une contraction ou un recul de la croissance des exportations de biens et de services de la région. La récession en Europe, consécutive à des déséquilibres – en particulier dans la zone euro – en termes de finances, de budget et de compétitivité, conjuguée au ralentissement économique constaté en Chine et à une croissance modérée enregistrée aux États-Unis d’Amérique, ont contribué à un net fléchissement de

l'activité économique mondiale en 2012. Les taux de croissance de la production et des échanges mondiaux ont chuté, et les flux de capitaux à destination des pays en développement ont baissé et sont devenus plus instables.

13. C'est principalement par les voies commerciales que la détérioration économique mondiale s'est répercutée sur l'Amérique latine et les Caraïbes. Selon des données préliminaires, la récession que connaît l'Union européenne et le ralentissement de l'économie enregistré en Chine en 2012 ont fait chuter de 4,9 % la valeur des exportations de la région vers l'Union européenne et de 1,7 % celle des exportations à destination de la Chine. En revanche, les exportations vers les États-Unis d'Amérique ont augmenté de 4,8 %, grâce à une croissance modeste affichée par cette économie, tandis que les exportations intrarégionales ont augmenté de 1,4 %. L'accroissement de la valeur des exportations s'est fortement amenuisé pour la région dans son ensemble, passant de 23,9 % en 2011 à quelque 1,6 % en 2012. La baisse des prix d'un important groupe de produits d'exportation a affaibli la valeur des exportations, si bien que c'est la croissance en volume, contrairement aux années précédentes, qui s'est révélée un facteur d'augmentation – quoique modeste – de la valeur des exportations (voir fig. I).

Figure I
Amérique latine : estimations concernant l'accroissement de la valeur des exportations (rôle des volumes et des prix) – 2011-2012

(En pourcentage)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), sur la base de chiffres officiels.

14. Les incidences ont varié à l'intérieur de la région. Les pays exportateurs d'hydrocarbures, ainsi que le Mexique et les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, qui exportent une part considérable de biens et de services aux États-Unis d'Amérique, ont plus faiblement ressenti les effets car beaucoup d'entre eux ont augmenté leurs exportations vers ce marché, voire, dans certains cas, vers l'Europe et la Chine. D'autres pays d'Amérique du Sud, qui expédient une part plus

importante de leurs exportations, en particulier de leurs ressources naturelles, vers la Chine ou l'Union européenne, les ont fortement ressentis, puisque, dans plusieurs cas, les exportations vers ces deux destinataires ont beaucoup chuté.

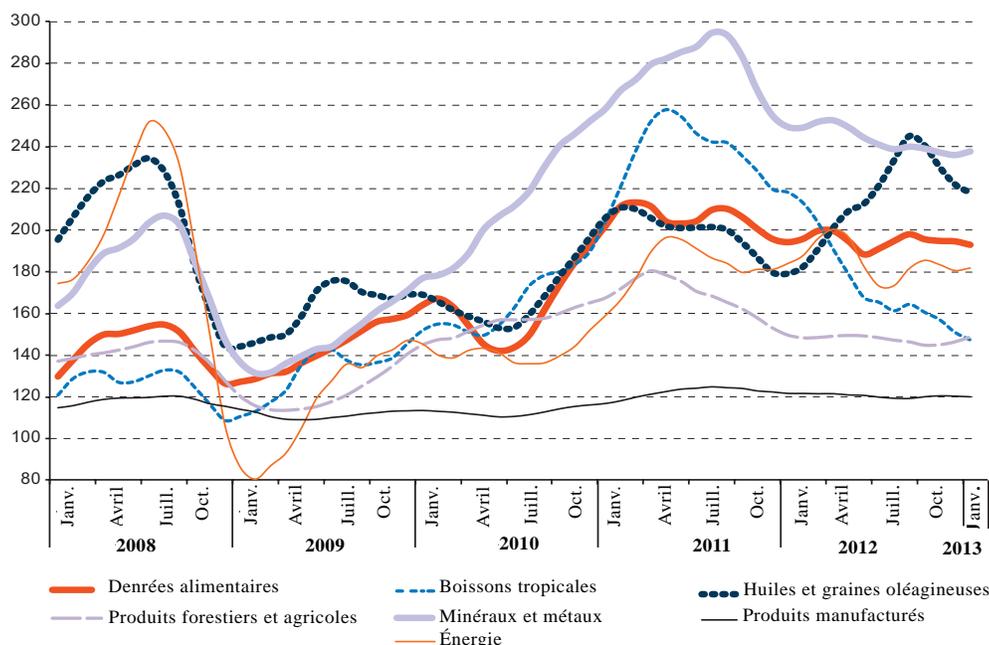
15. Les prix à l'importation ont moins fluctué que les prix à l'exportation. La croissance en volume des importations semble avoir été relativement identique à celle des exportations, mais les variations généralement positives de la valeur unitaire des importations ont contribué en 2012 à une plus nette croissance de leur valeur totale que celle des exportations. En conséquence, l'excédent de la balance du commerce des marchandises pour la région dans son ensemble s'est rétréci, passant de 1,3 % du PIB régional en 2011 à 0,9 % en 2012.

16. La balance des services a elle aussi continué de se détériorer en 2012 – en raison, principalement, de l'augmentation du coût des services de fret, d'assurance et autres liés aux importations de marchandises (dont le volume, comme on l'a vu, a continué d'augmenter). C'est en Amérique du Sud que l'on a enregistré les résultats le plus défavorables. En revanche, la balance des services est demeurée stable, en pourcentage du PIB, dans les pays d'Amérique centrale et au Mexique.

17. L'affaiblissement de la demande extérieure a entraîné une légère détérioration des termes de l'échange. Étant donné le repli de la croissance de l'économie mondiale, en particulier en Europe et, dans une moindre mesure, en Asie, les prix de certains produits représentant une part importante du panier d'exportations de la région ont affiché une tendance à la baisse en 2012 (voir fig. II). En particulier, l'affaiblissement de la demande des économies émergentes ou en développement, notamment d'Asie, a entraîné une baisse des prix des métaux et des minéraux. En revanche, les prix des denrées alimentaires ont fait partiellement exception à cette tendance, car ils n'ont pas diminué mais ont fluctué en fonction de facteurs climatiques.

Figure II
**Amérique latine : indices des prix des produits d'exportation
 et des produits manufacturés – janvier 2008-janvier 2013^a**

(Indice : 2000 = 100, moyenne mobile sur trois mois)



Source : CEPALC, sur la base de chiffres officiels de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et du Netherlands Bureau of Economic Policy Analysis.

^a Les groupes de produits à l'exportation sont pondérés en fonction de leur part dans les exportations latino-américaines.

18. Demeurant élevé au cours des premiers mois de 2012, le prix du pétrole a reculé au deuxième trimestre. Cette tendance s'est toutefois inversée au troisième trimestre pour se situer, en fin d'année, très près de son niveau de 2011. Ce faible dynamisme du prix du pétrole témoigne, à la fois, d'une augmentation de la production mondiale, en particulier au Moyen-Orient, et d'un ralentissement de la demande, en particulier dans la zone euro.

19. Compte tenu de cette conjoncture, l'on estime que les termes de l'échange de la région se sont détériorés de 2,2 % en 2012 (voir fig. III). Pour l'Amérique du Sud, toutefois, ils se seraient dégradés de 3,5 %, les pays exportateurs de produits miniers et métalliques – Chili, Pérou et Brésil – en ayant pâti le plus, et les autres pays de la région, en particulier les pays exportateurs de produits agro-industriels ou d'hydrocarbures, ayant enregistré des gains modestes.

20. Selon les estimations, les termes de l'échange se sont détériorés en 2012 de 1,7 % pour les pays d'Amérique centrale et de 3,2 % pour les pays des Caraïbes. Cette détérioration est imputable à la baisse des prix des principaux produits exportés – sucre, café et métaux – par ces sous-régions. Dans le cas du Mexique, les

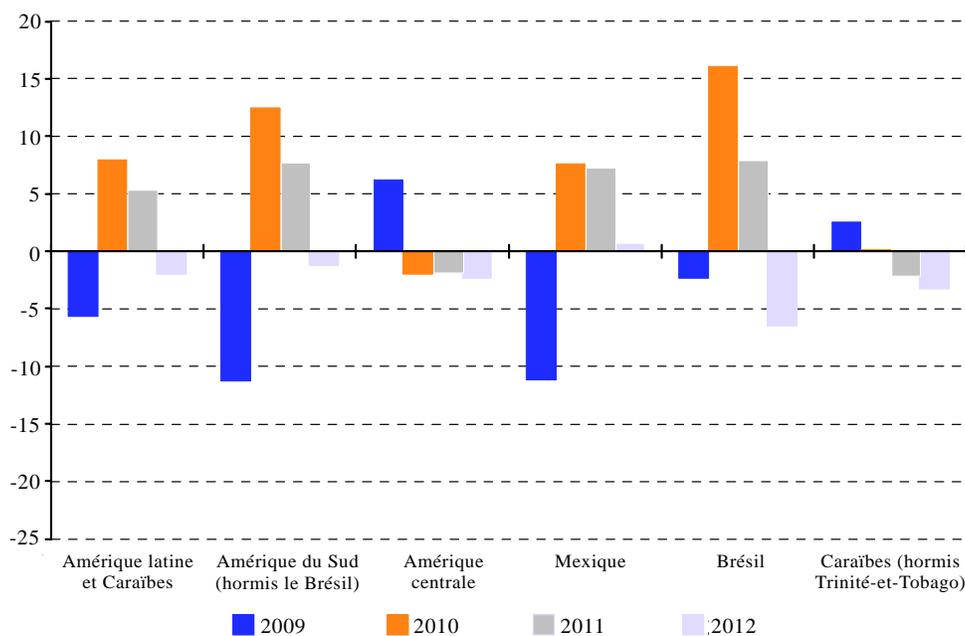
termes de l'échange se sont légèrement améliorés parce que le pays exporte principalement des produits manufacturés.

21. Le compte courant de la balance des paiements s'est détérioré, selon les estimations, dans la plupart des pays de la région. Du fait principalement de la détérioration de la balance commerciale, l'on estime qu'en 2012, le compte courant de la balance des paiements a enregistré, dans les pays d'Amérique latine, un déficit équivalant à 1,6 % du PIB régional, ce qui représente une légère baisse – de 1,3 % – par rapport à 2011 (voir tableau). En raison du refroidissement de l'économie mondiale, la valeur des exportations aurait moins augmenté – de 1,6 % – que celle des importations – de 4 % –, entraînant ainsi une détérioration de la balance commerciale qui, d'excédentaire (+0,1 % du PIB) en 2011, est devenue déficitaire (-0,4 %) en 2012.

Figure III

Amérique latine : variation estimée des termes de l'échange – 2009-2012^a

(En pourcentage)



Source : CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

^a Les chiffres de 2012 correspondent à des estimations.

Tableau
Amérique latine: répartition des comptes courants, par sous-région, 2011-2012^a

(En pourcentage du PIB)

	<i>Balance des marchandises</i>		<i>Balance des services</i>		<i>Balance des revenus</i>		<i>Balance des transferts</i>		<i>Comptes courants</i>	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Amérique latine	1,3	0,9	-1,2	-1,3	-2,5	-2,3	1,1	1,1	-1,3	-1,6
Amérique du Sud	2,7	2,2	-1,5	-1,6	-2,7	-2,5	0,4	0,4	-1,1	-1,5
Amérique centrale	-16,1	-15,5	3,7	3,8	-3,4	-3,6	8,7	8,3	-7,1	-7,0
Mexique	-0,1	0,0	-1,2	-1,2	-1,5	-1,4	2,0	1,9	-0,8	-0,7

Source : CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

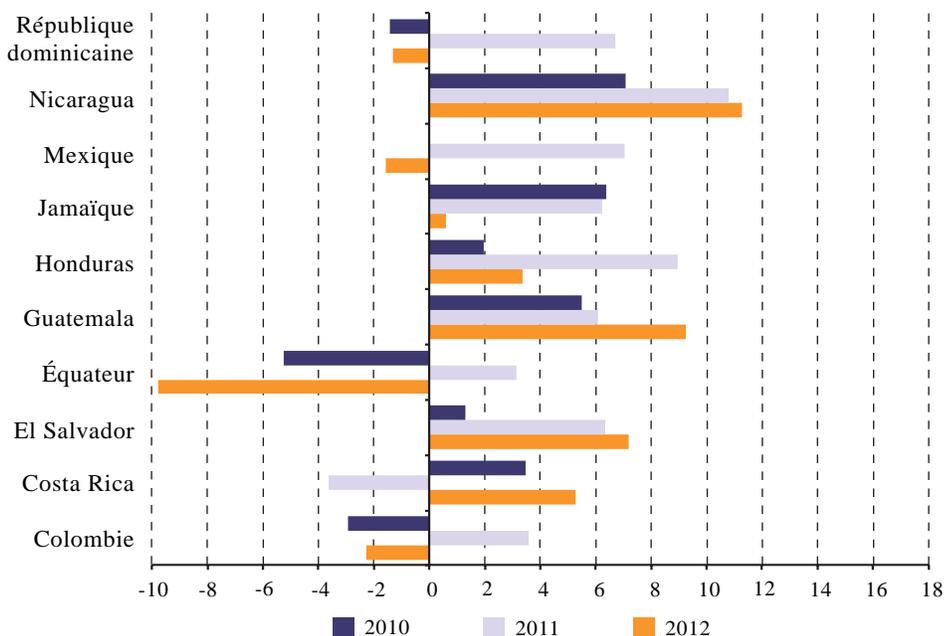
^a Les chiffres de 2012 correspondent à des estimations.

22. La détérioration du compte des opérations courantes est due essentiellement à une diminution de l'excédent du solde des biens résultant de la baisse de la demande de produits de base et à une détérioration des termes de l'échange, en particulier dans les pays qui exportent le plus vers la zone euro et la Chine. Toutefois, les différences entre les pays de la région à cet égard ont été importantes. Ainsi, le Chili et le Pérou semblent avoir enregistré un plus léger excédent de leurs échanges de marchandises, imputable à la baisse des exportations vers l'Asie et l'Europe. Le déficit commercial du Brésil a augmenté, dès lors que les exportations ont fortement diminué. En Équateur et dans l'État plurinational de Bolivie, en revanche, le solde des biens semble s'être redressé grâce à la hausse du prix des hydrocarbures et à une augmentation des volumes d'exportation. Au Mexique, la balance commerciale serait demeurée relativement stable en pourcentage du PIB, même si le déficit courant du pays s'est réduit en raison de la diminution des versements au titre des revenus des facteurs. Le déficit courant de l'Amérique centrale serait lui aussi demeuré relativement inchangé, se situant à quelque 7 % du PIB.

23. Les transferts courants – correspondant principalement aux transferts de fonds des travailleurs à l'étranger – ont légèrement augmenté. En 2012, leur part dans le PIB est demeurée stable (à 1,1 %), affichant toutefois de grandes variations d'un pays à l'autre (voir fig. IV). Les augmentations sensibles enregistrées en El Salvador et au Guatemala s'expliquent par une reprise relative de l'activité économique et des perspectives de redressement du marché du travail aux États-Unis d'Amérique, tandis que la hausse affichée par le Nicaragua est principalement le fruit du labeur des migrants nationaux présents au Costa Rica. La raréfaction des transferts de fonds à destination de la Colombie et de l'Équateur découle, quant à elle, de la conjoncture difficile du marché de l'emploi qui caractérise l'Espagne – principale destination des migrants colombiens et équatoriens –, où le taux de chômage s'est situé à environ 25 %.

Figure IV
Amérique latine et Caraïbes (10 pays) : variation annuelle des transferts de fonds des travailleurs émigrés – 2010-2012^a

(En pourcentage)



Source : CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

^a Les taux pour l'année 2012 pour le Costa Rica et l'Équateur sont en hausse au troisième trimestre.

24. Le déficit du compte des recettes se serait légèrement amélioré en valeur nominale – passant de 2,5 % à 2,3 % du PIB régional –, inversant ainsi la tendance à la baisse affichée au cours de ces dernières années. Cette évolution est liée à la baisse, en 2012, du prix de plusieurs des matières premières exportées, qui a entraîné une diminution des bénéfices engrangés par les entreprises étrangères opérant ou investissant dans la région et, partant, de leurs transferts de profits.

25. Face à l'instabilité financière mondiale, les entrées nettes de capitaux à court terme dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes se sont raréfiées en 2012. Le volume des flux financiers à destination de la région a continué de dépasser celui requis pour couvrir le déficit de la balance courante et les besoins de refinancement, de sorte que la tendance à l'accumulation de réserves internationales s'est maintenue, malgré des changements par rapport à 2011. Les flux financiers nets ont fortement diminué par rapport à 2011, ce qui, conjugué à un déficit des comptes courants, n'a permis d'engranger que 50 % des réserves de 2011.

26. La baisse des flux nets s'explique principalement par l'augmentation des sorties du passif net des investissements, qui comprend les composantes les plus instables et assorties des plus courtes échéances du financement extérieur, et dont l'évolution a reflété en partie l'aggravation de l'incertitude caractérisant les marchés financiers mondiaux. Les plus grandes sorties ont été celles de l'Argentine, de la

République bolivarienne du Venezuela et du Mexique, mais celles du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, du Guatemala et de l'Uruguay ont, elles aussi, été considérables.

27. Si les flux nets d'investissement étranger direct ont légèrement diminué, ils demeurent nettement au-dessus des niveaux de 2010, ce qui témoigne de l'attrait qu'exerce la région sur les investissements. Enfin, les investissements nets de portefeuille ont affiché une légère augmentation par rapport à 2011, en particulier au Mexique. Dans l'ensemble, les émissions obligataires du secteur privé à l'étranger se sont révélées très dynamiques en 2012, dépassant les émissions souveraines – qui ont chuté en République bolivarienne du Venezuela, en El Salvador, en République dominicaine et au Mexique – en dépit d'une légère augmentation du risque dans la région.

III. Croissance économique, emploi et salaires

28. La croissance a connu un ralentissement en Amérique latine et aux Caraïbes en 2012, bien que plusieurs économies aient maintenu leur élan. L'activité économique découlant de l'effet conjugué de la détérioration économique mondiale, du modèle régional de spécialisation et de la panoplie de mesures appliquées par les gouvernements a autorisé à penser que l'Amérique latine et les Caraïbes ont continué à faire preuve d'une certaine faculté d'adaptation aux chocs extérieurs. En particulier, le taux régional d'accroissement du PIB (3 %) a dépassé la croissance globale (2,2 %), le chômage a reculé de 6,9 % en 2011 à 6,4 % en 2012 et les salaires réels ont augmenté. La plupart des pays anglophones et néerlandophones des Caraïbes qui ont mis plus longtemps à se relever de la crise financière mondiale de 2008-2009, sont revenus en 2012 à des taux de croissance qui étaient certes toujours faibles, mais néanmoins positifs et légèrement en hausse par rapport à 2011 (1,1 % contre 0,4 %).

29. Les résultats régionaux ont été fortement pondérés par le ralentissement de la croissance dans deux des plus grandes économies, l'Argentine (2 % en 2012 contre 8,9 % en 2011) et le Brésil (0,9 % en 2012 contre 2,7 % en 2011). Compte non tenu de ces deux pays, le PIB régional a augmenté de 4,4 %, ce qui n'était pas loin du taux enregistré, mis à part ces pays, en 2011 (4,5 %). L'économie du Mexique a bénéficié d'une expansion de 3,9 % et plusieurs pays ont affiché des taux d'au moins 5 %, notamment la République bolivarienne du Venezuela et le Chili (5,6 %), le Costa Rica (5 %), le Pérou (6,3 %) et l'État plurinational de Bolivie (5,2 %). Le Panama a encore une fois été l'économie qui a connu la croissance la plus rapide (10,7 %). Les autres économies d'Amérique latine et des Caraïbes ont crû entre 1 % et 5 %, sauf celles du Paraguay, de Saint-Kitts-et-Nevis et de la Jamaïque, qui ont enregistré une croissance négative. L'Amérique centrale dans l'ensemble a réalisé un taux de croissance de 4,2 %, l'Amérique du Sud un taux de 2,5 % et les Caraïbes un taux de 1,1 %.

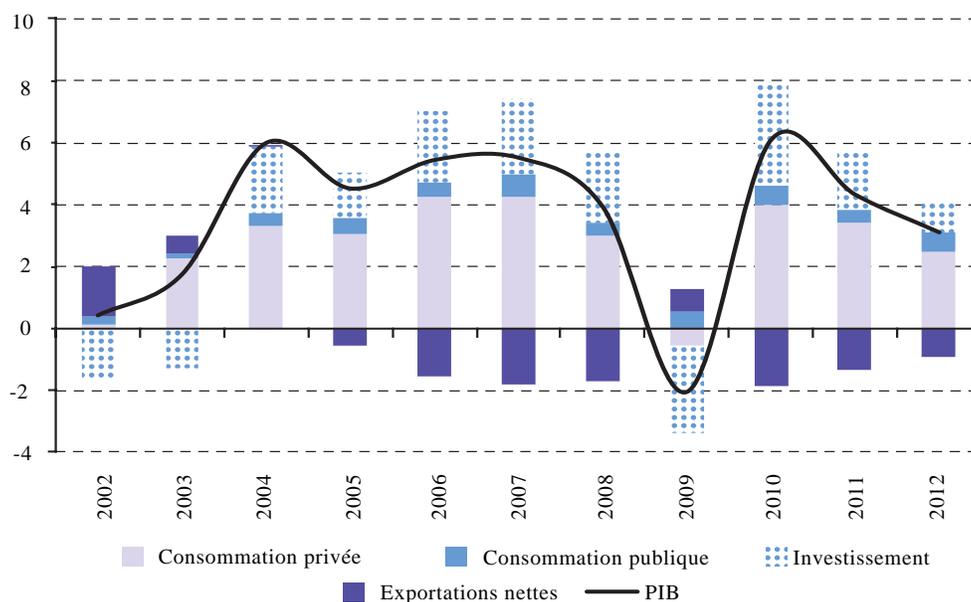
30. Globalement, l'activité économique régionale a reflété deux tendances opposées en 2012 : le ralentissement observé en 2011 s'est poursuivi dans le courant du premier semestre de 2012, quoique pas avec la même intensité dans tous les pays; au troisième trimestre cependant, l'économie régionale a commencé à se redresser, dans une large mesure, en raison de la faible relance de l'économie brésilienne.

31. La consommation est demeurée l'élément moteur de la croissance. La demande extérieure fléchissant, la croissance dans la région a été alimentée par la demande intérieure, stimulée en partie par les mesures de politique monétaire ou fiscale adoptées dans la plupart des pays (voir fig. V). La poussée de la demande était principalement le reflet de la consommation, la consommation publique y contribuant pour une plus large part qu'en 2011, systématiquement avec l'accroissement des dépenses publiques dans de nombreux pays. La forte demande extérieure compense partiellement les plus modestes résultats du secteur extérieur, dont les effets négatifs ont été plus vivement ressentis dans plusieurs pays d'Amérique du Sud.

Figure V

Amérique latine : accroissement du PIB et contribution à la croissance par éléments de la demande globale, 2002-2012^a

(En pourcentage de dollars des États-Unis aux prix constants de 2005)



Source : CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

^a Les données de 2012 correspondent à des estimations.

32. L'évolution de la demande intérieure s'est accompagnée d'un regain d'activité économique interne, notamment dans les secteurs des services (commerce, restauration et hôtellerie, services financiers et commerciaux) et du bâtiment. Les activités liées aux services ont connu un vibrant essor dans l'ensemble du secteur, la totalité des pays enregistrant une croissance positive. Le secteur du bâtiment a affiché une hausse à deux chiffres en République bolivarienne du Venezuela, en Équateur, au Panama, au Pérou et en Uruguay, contrairement à la situation qui s'est produite en Argentine et au Paraguay, où il a subi une contraction.

33. Les investissements ont plus faiblement contribué à la croissance en 2012 qu'en 2011, principalement à cause de leur recul en Argentine et au Brésil, qui

pèsent tous deux lourdement dans la moyenne régionale. Leur accroissement a également été léger dans certains pays d'Amérique centrale et à Cuba ainsi qu'en République dominicaine, où les taux d'investissement ont été très bas et ont tourné autour de 15 % du PIB ou moins en 2012, bien que les envois de fonds aient aidé à stimuler l'expansion de la demande intérieure. Les investissements étaient fortement en hausse dans d'autres pays de la région cependant, et l'Amérique latine et les Caraïbes dans leur ensemble ont obtenu un taux d'investissement moyen de 22,9 % du PIB en 2012, chiffre le plus élevé enregistré depuis 1981. Des signes indiquant une plus forte croissance dans les secteurs du bâtiment et du commerce portent à croire que les investissements sont allés essentiellement à ces secteurs et moins à l'achat de machines et de matériel d'équipement.

34. Au niveau régional, la perte d'élan subie par la demande intérieure se traduisait par un ralentissement des importations réelles de biens et services (4,7 %), reflétant ainsi une croissance plus modérée en matière de consommation et d'investissement dans l'ensemble de la région. En attendant, les exportations réelles de biens et services ont augmenté de 3,7 %. Les importations régionales réelles ayant encore plus fortement reculé qu'en 2011, les exportations nettes ont encore été d'un apport négatif à la croissance, mais pas tout autant qu'en 2011.

35. L'emploi et les salaires ont augmenté, le chômage baissant plus chez les femmes que chez les hommes, mais des signes indiquent que la croissance de l'emploi « de qualité » est en recul dans certains pays. Pour l'ensemble de la région, le chômage urbain a légèrement baissé de 6,7 % en 2011 à 6,4 % en 2012, ce qui n'était pas une mince réalisation compte tenu du ralentissement de l'économie mondiale, mais constituait tout de même un gain plus modeste par rapport aux dernières années : les taux de chômage étaient de 8,1 % en 2009 et de 7,3 % en 2010. Cela représentait une réduction de 400 000 du nombre absolu de chômeurs urbains de toute la région, à environ 15 millions. La baisse du chômage et l'accroissement de l'emploi enregistrés au cours des quelques dernières années ont été plus considérables dans les pays d'Amérique du Sud et se sont produits plus récemment au Mexique. Le Mexique et l'Amérique centrale n'ont pas encore retrouvé leurs niveaux d'emploi d'avant 2009 et les Caraïbes n'ont pas réussi à réduire sensiblement leur taux de chômage depuis 2009.

36. Sur la base de la simple moyenne de 15 pays pour lesquels des données sur le marché de la main-d'œuvre ventilées par sexe sont disponibles, l'accroissement des niveaux d'emploi est intervenu principalement chez les femmes : le taux d'emploi des femmes a augmenté de 0,4 %, tandis que celui des hommes est demeuré inchangé. La tendance à la hausse à long terme du taux de participation des femmes s'est poursuivie (0,3 %) tandis que le taux de participation des hommes a baissé dans de nombreux pays, donnant lieu à une réduction de 0,1 % en moyenne. Par conséquent, le taux de chômage chez les femmes a reculé plus légèrement (0,2 %) que celui des hommes (0,1 %). Malgré les récents progrès enregistrés, les disparités entre hommes et femmes en termes de participation, d'emploi et de chômage continuent de tourner largement au détriment des femmes¹.

37. Le relèvement des dépenses publiques actuelles a permis de dynamiser l'emploi du secteur public dans de nombreux pays en 2012. D'autres indicateurs

¹ En 2011, le taux de chômage urbain déclaré, sur la base de la simple moyenne de 19 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, était de 6,6 % pour les hommes et de 8,8 % pour les femmes.

font état d'améliorations dans le marché du travail, mais à un rythme plus lent qu'auparavant. L'emploi salarié structuré a continué de croître fortement dans plusieurs pays mais a reculé en Argentine et au Brésil en particulier, compte tenu du ralentissement de la croissance économique. L'emploi salarié (3,1 %) a continué à augmenter plus rapidement que l'emploi indépendant (1,3 %). C'est seulement en Argentine, que l'inverse s'est produit, avec un accroissement plus rapide de l'emploi indépendant. Dans la plupart des pays pour lesquels des données sont disponibles (7 sur 10), le secteur des services a accru sa part dans l'emploi global, ce qui reflète une croissance plus lente dans des secteurs marchands tels que l'agriculture et l'industrie qui sont plus durement frappées par la précarité de la demande extérieure.

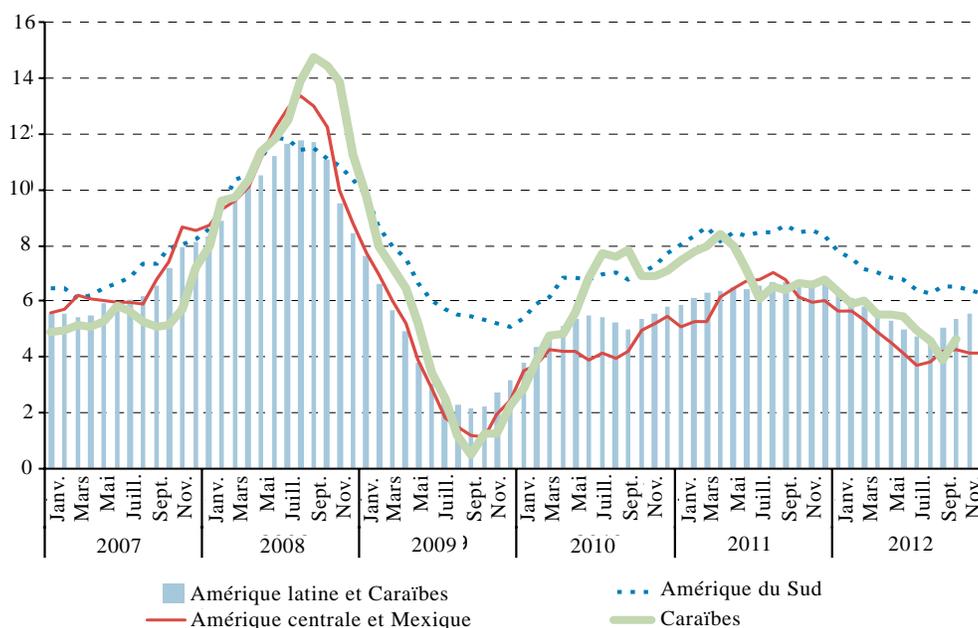
38. Généralement parlant, les salaires réels ont augmenté, ce qui a aidé à stimuler la demande intérieure, en particulier la consommation. Le relèvement des salaires minimaux dans de nombreux pays a contribué à l'augmentation des salaires réels au niveau régional. Par ailleurs, un certain nombre de pays ont apporté des modifications à leur législation du travail, notamment en adoptant des mesures destinées à renforcer les droits des travailleurs domestiques et à améliorer leurs revenus (Nicaragua, Uruguay et Équateur), à étendre les droits à l'allaitement (République bolivarienne du Venezuela, Équateur et Mexique), et à restructurer les cotisations de sécurité sociale afin de favoriser les activités à forte intensité de travail (Brésil). Au Mexique, de plus vastes changements législatifs sont intervenus, notamment avec l'introduction de nouveaux types de contrat et la réglementation de la sous-traitance. Des changements majeurs ont été introduits en République bolivarienne du Venezuela également, avec l'élimination de l'externalisation, le raccourcissement de la journée de travail et l'augmentation de l'indemnité de licenciement.

IV. Politiques économiques adoptées en Amérique latine et dans les Caraïbes face aux problèmes qui se posent

39. La politique monétaire adoptée dans la plupart des pays visait à contrecarrer les effets néfastes d'une contraction de la demande extérieure sur l'activité économique. Dans l'ensemble, les pays ont évité des politiques telles que le relèvement des taux d'intérêt ou d'autres types de mesures visant à contrôler les agrégats monétaires susceptibles de juguler la croissance du crédit et la demande intérieure, malgré une augmentation du taux d'inflation due en partie à un accroissement des prix des denrées alimentaires à compter de septembre 2012. L'inflation a temporairement dépassé les limites fixées dans des pays qui visaient des objectifs précis en matière d'inflation, tels que le Mexique et le Pérou, mais le taux d'inflation moyen non pondéré de la région dans les 12 mois qui ont conduit à décembre 2012 était passé à 5,6 %, alors qu'il était de 6,7 % en décembre 2011 (voir fig. VI). Par sous-région, comme en 2011, l'Amérique du Sud affichait le taux d'inflation le plus élevé tandis que l'Amérique centrale et les Caraïbes enregistraient les baisses les plus fortes.

Figure VI
Amérique latine et Caraïbes : inflation sur une période de 12 mois, janvier 2007-décembre 2012

(En pourcentage)



Source : CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

40. Les injections de liquidités par les autorités monétaires, jugées à l'aune des changements intervenus au niveau de la base monétaire, ont continué à être considérables en 2012, des taux de croissance à chiffre double ayant été enregistrés dans 17 des 25 pays pour lesquels des données sont disponibles. L'Argentine, la République bolivarienne du Venezuela, le Pérou et Suriname se distinguent, avec une croissance annualisée de leur base monétaire de plus de 30 %. Les plus grands agrégats monétaires (MI et M2) ont également augmenté dans la plupart des pays de la région, quoique, comme la base monétaire, de manière moins sensible, pour l'essentiel, qu'en 2011.

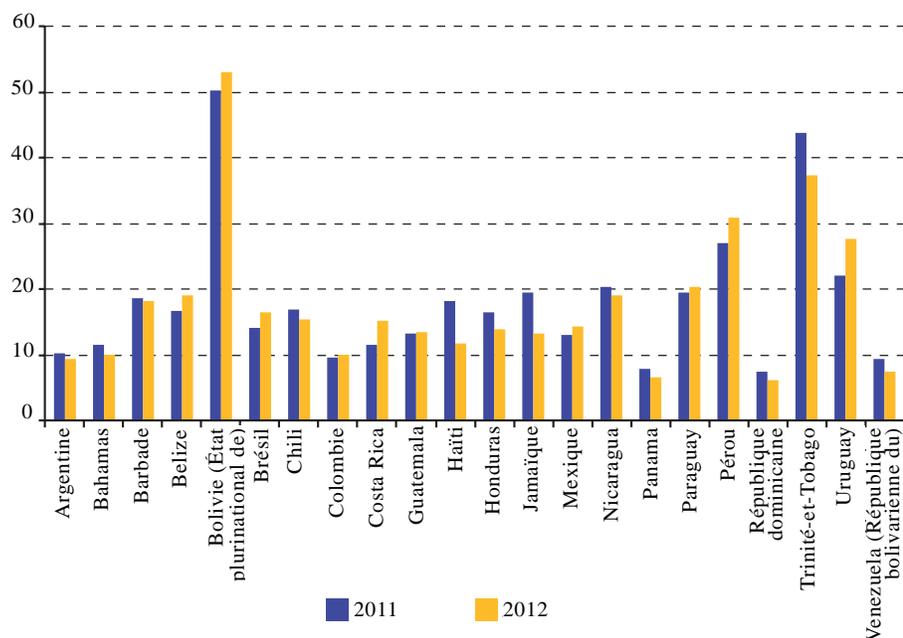
41. Un autre reflet des intentions des autorités a été l'augmentation considérable du crédit intérieur en 2012, en particulier au secteur privé, les taux de croissance dépassant 10 % dans 20 des 31 pays pour lesquels des données sont disponibles et avoisinant ou dépassant 30 % en Argentine, en République bolivarienne du Venezuela, au Guatemala, en Haïti et au Nicaragua. En ce qui concerne la répartition sectorielle des prêts, la croissance du crédit à la consommation a été particulièrement forte avec 17 %, suivie du crédit au commerce (13 %) et à l'industrie (10 %).

42. La pression qui s'exerçait sur l'appréciation de la monnaie s'est relâchée, mais la volatilité des taux de change s'est accentuée au Brésil et au Mexique. Comme on l'a déjà fait remarquer, la détérioration des comptes courants et la faiblesse des flux de capitaux dans la région ont rendu la constitution des réserves plus lente qu'elle

n'avait été en 2011, aussi bien en tant que part du PIB qu'en termes absolus. Cela a été fortement influencé par la réduction de la constitution des réserves du Brésil à partir du premier trimestre de 2012. Néanmoins les réserves représentaient plus de 25 % du PIB dans certains pays, comme le Pérou et l'Uruguay, et plus de 50 % du PIB dans l'État plurinational de Bolivie (voir fig. VII).

Figure VII
Amérique latine et Caraïbes (pays sélectionnés) : évolution des réserves internationales, décembre 2011-décembre 2012

(En pourcentage du PIB)



Source : CEPALC, sur la base des chiffres officiels.

43. Un certain nombre de banques centrales, en particulier celles d'Argentine, de Colombie, du Costa Rica, du Pérou et de l'Uruguay, sont intervenues activement sur les marchés monétaires. Entre-temps, bien que le Brésil ne soit intervenu sur le marché monétaire et n'ait constitué des réserves que jusqu'en mai 2012, sa banque centrale est intervenue indirectement en août, septembre et octobre en procédant à des échanges de devises² pour influencer sur le cours du change.

44. Au Brésil et au Mexique, l'instabilité financière mondiale a accentué la volatilité des taux de change. Bien que les taux de change des pays qui sont plus profondément intégrés aux marchés financiers internationaux aient suivi essentiellement la même courbe en 2011 et aient été assujettis aux divers chocs qui

² Les échanges de devises sont un type d'instrument financier dérivé auquel ont recours deux parties qui s'engagent à échanger des devises pendant une période déterminée et à un certain prix, en se promettant de les racheter à l'issue de la période. En octobre 2012, l'encours des opérations d'échange de devises s'élevait à 4,9 milliards de dollars.

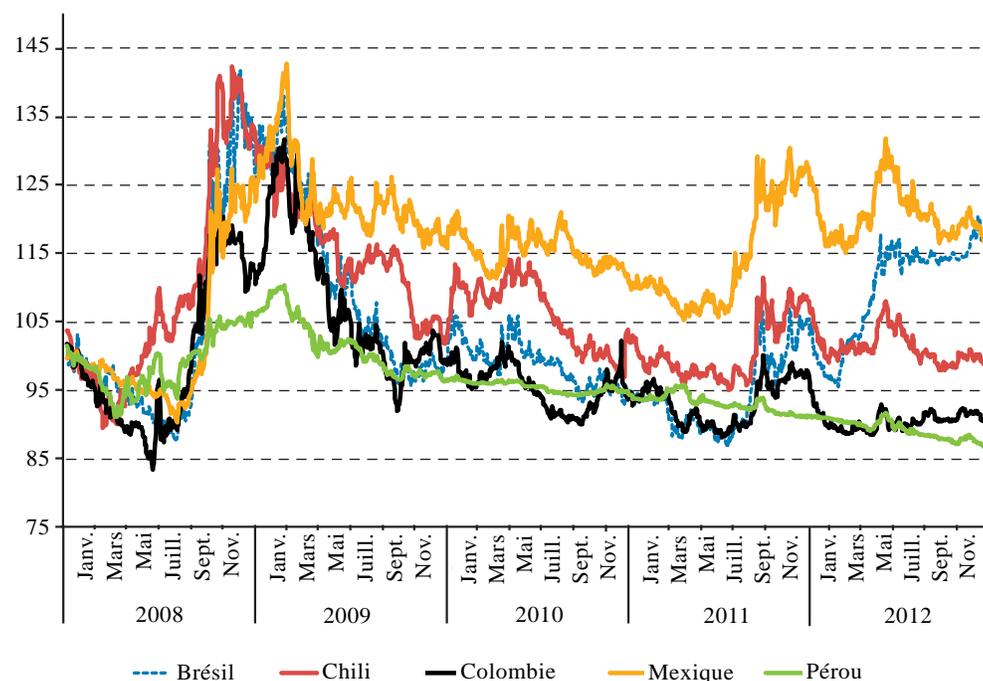
se sont produits cette année, le degré de corrélation entre leurs fluctuations a commencé à s'atténuer au début de 2012 (voir fig. VIII).

45. Les monnaies nationales du Brésil et du Mexique se sont dépréciées en termes nominaux par rapport au dollar des États-Unis, notamment à mesure que les perspectives économiques européennes s'assombrissaient durant le troisième trimestre de 2012.

Figure VIII

Amérique latine (pays sélectionnés : taux de change nominaux par rapport au dollar des États-Unis, janvier 2008-décembre 2012

(Indice : janvier 2008 = 100)



Source : CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

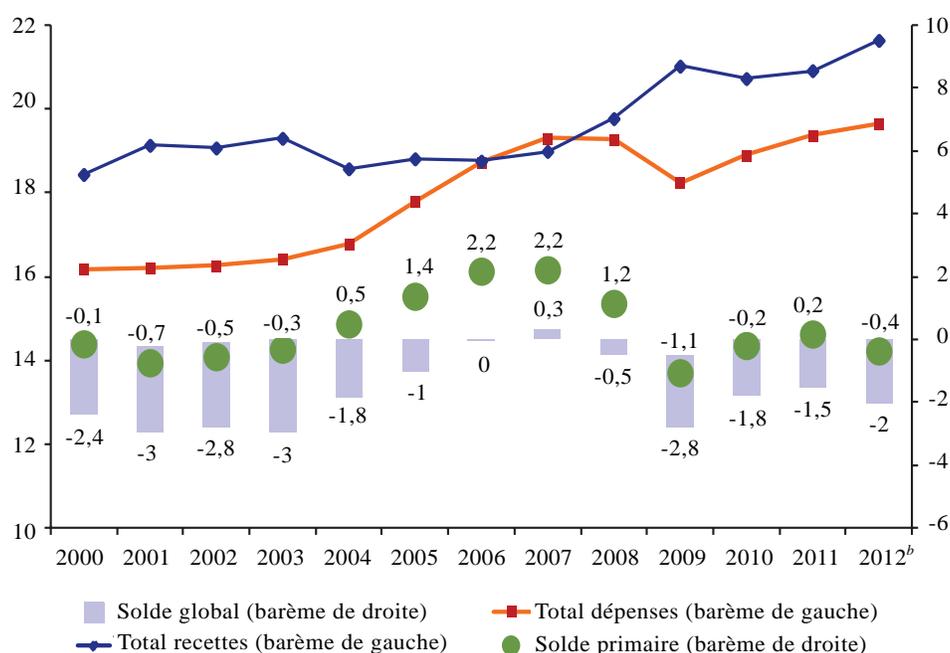
46. L'évolution des taux de change nominaux, alliée à la dynamique de l'inflation en Amérique latine et aux Caraïbes ont conduit à une baisse des taux de change extrarégionaux effectifs réels de la région (appréciation de la monnaie) de 2,8 % en moyenne dans le courant des 10 premiers mois de 2012 par rapport à la même période en 2011. L'appréciation de la monnaie a été plus forte en Amérique du Sud (4,9 %, le Brésil mis à part) qu'en Amérique centrale (2 %, du fait de l'influence particulière exercée par la baisse des taux de change effectifs réels en République bolivarienne du Venezuela en raison de son taux d'inflation élevé et de son taux de change fixe. Le taux de change extrarégional effectif réel de la sous-région des Caraïbes a baissé d'autant que celui de l'Amérique du Sud, la principale influence ayant été l'appréciation de la monnaie de Trinité-et-Tobago.

47. Des efforts ont continué d'être déployés pour renforcer les politiques macroprudentielles en modifiant les critères de constitution de réserves légales, des

fois pour promouvoir l'utilisation de monnaies nationales (comme au Paraguay, au Pérou, dans l'État plurinational de Bolivie et en Uruguay) ou pour empêcher les ménages de se surendetter. Des réformes des réglementations financières ont également été engagées pour améliorer le provisionnement contracyclique (Équateur), réduire les risques de taux d'intérêt (Bahamas, Paraguay et Équateur) ou étendre les pouvoirs des banques centrales (Argentine et, à un degré moindre, Guatemala).

48. La situation financière de la plupart des pays s'est détériorée, mais la prudence est restée prédominante en matière de politiques budgétaires. À quelques exceptions près, l'écart entre les recettes et les dépenses s'est creusé dans la plupart des pays, à mesure que les dépenses augmentaient plus rapidement (0,7 % du PIB) que les recettes (0,2 %). Le solde primaire (avant paiement des intérêts) a affiché un déficit de 0,4 % du PIB en moyenne, contre un excédent de 0,2 % en 2011. Le solde global (qui comprend le paiement des intérêts sur la dette publique) a accusé un déficit de 2 % du PIB régional (voir fig. IX).

Figure IX
Amérique latine (19 pays) : indicateurs budgétaires des administrations centrales, 2000-2012^a
(En pourcentage du PIB)



Source : CEPALC, sur la base des chiffres officiels.

^a Moyennes simples.

^b Les données de 2012 correspondent à des estimations.

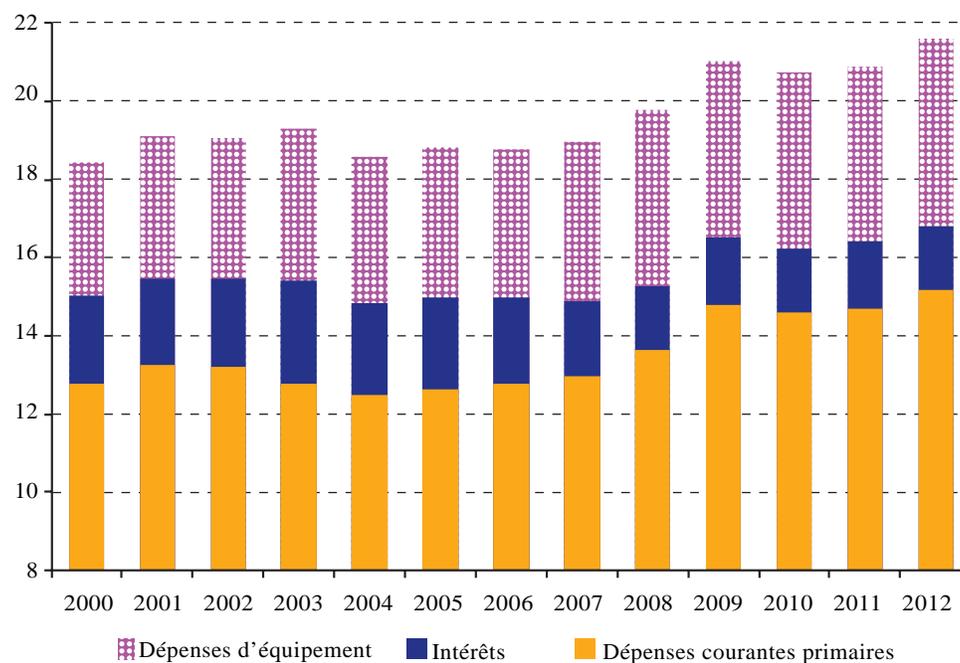
49. L'accroissement des dépenses a aidé à maintenir l'élan de la demande intérieure, en particulier de la consommation, les dépenses courantes augmentant de 0,4 % du PIB et les dépenses d'équipement de 0,3 % du PIB (voir fig. X). Dans le cas des secteurs exportateurs de ressources naturelles, la baisse des revenus non

imposés a été compensée par une hausse équivalente des recettes fiscales grâce à une forte demande intérieure mais, dans des pays où les recettes ont augmenté, l'accroissement a généralement été assez modeste. Dans l'intervalle, les diverses mesures ou réformes fiscales adoptées ou menées dans plusieurs pays (Chili, Colombie, République dominicaine, Équateur, El Salvador, Guatemala, Panama et Pérou) devraient accroître leur charge fiscale en 2013.

50. Les encours de la dette n'ont que légèrement augmenté et n'ont pas menacé la viabilité financière des pays d'Amérique latine où le taux d'endettement du gouvernement central par rapport au PIB est passé de 30,5 % en 2011 à 31,3 % en 2012. La situation budgétaire s'est plus fortement dégradée aux Caraïbes cependant où le déficit global des finances publiques est passé de 3,6 % à 4 % du PIB. Les années précédentes, des pays tributaires de matières premières, comme le Belize, le Guyana, le Suriname et la Trinité-et-Tobago, avaient obtenu de meilleurs résultats financiers et budgétaires, mais cette situation s'est nettement détériorée en 2012. Des économies de services comme Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade et la Jamaïque, avaient été très touchées par la baisse des recettes provenant du tourisme et des services financiers offshore depuis le début de la crise financière internationale et ont continué à en ressentir les effets en 2012. C'est ainsi que la dette publique de la Barbade et de la Jamaïque est passée à 106 % et à 128 %, respectivement, du PIB en 2012.

Figure X
Amérique latine (19 pays) : dépenses des administrations centrales, 2000-2012^a

(En pourcentage du PIB)



Source : CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

^a Les données de 2012 correspondent à des estimations.

V. Perspectives et défis

51. Les perspectives économiques de l'Amérique latine et des Caraïbes dépendent beaucoup de l'évolution de l'économie mondiale en 2013. Le scénario le plus probable est la poursuite de la faible croissance en Europe, voire la récession dans certains pays européens. La crise au sein de la zone euro demeure l'un des principaux facteurs à risque pour l'Amérique latine et pour l'économie mondiale en général. La situation en Europe a enrayé la possibilité de voir un consensus se dégager autour de la question de savoir si la stratégie de sortie de la crise réside dans l'austérité budgétaire et la réforme structurelle, ou dans des politiques de relance de la croissance. Tous les signes indiquent que les efforts seront orientés vers le règlement de situations spécifiques, l'octroi de liquidités et d'une assistance financière pour aider les économies frappées à traverser des périodes difficiles et la promotion de réformes structurelles très graduelles (c'est ce qui a été nommé la formule de la « débrouillardise »).

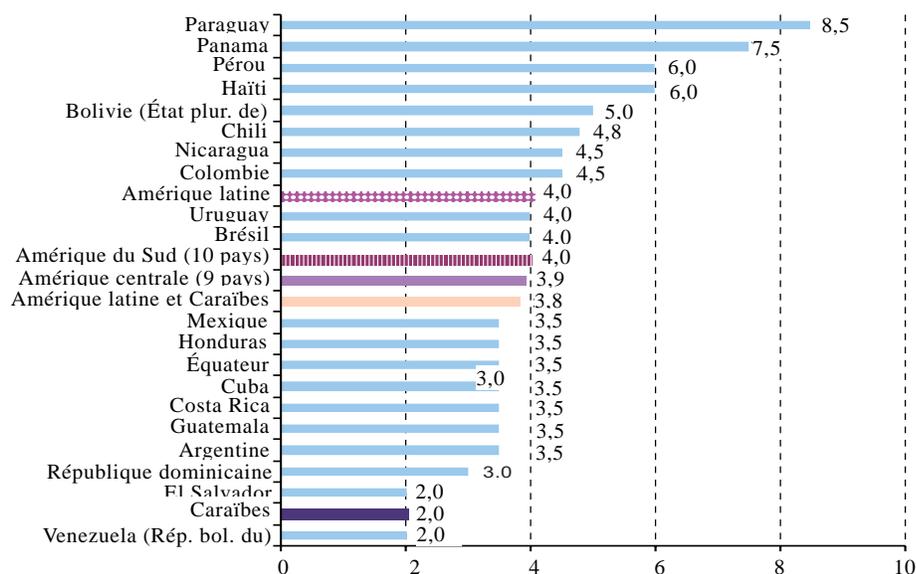
52. Entre-temps, les États-Unis ne sont arrivés qu'à un accord budgétaire partiel et, bien que le plafonnement des dépenses publiques ait été momentanément évité, l'incapacité de s'entendre sur des solutions à long terme a entraîné des réductions automatiques de dépenses publiques (le « séquestre ») énoncées dans le budget de 2011. Ces réductions de dépenses entameront probablement la croissance mais ne sont pas suffisamment importantes pour plonger l'économie dans la récession. Si, comme il semble probable, un accord parvient à se dégager dans le courant de l'année pour atténuer ces correctifs, l'économie devrait pouvoir se maintenir sur la voie salutaire de la croissance, aussi superficielle soit-elle. La Réserve fédérale a également confirmé qu'elle entendait poursuivre sa politique monétaire expansionniste. Les indicateurs d'emploi et de logement étant également favorables, les prévisions de croissance de l'économie des États-Unis sont de l'ordre de 1,7 % pour 2013. Le taux de croissance de la Chine pourrait augmenter ou ne devrait tout au moins pas baisser en 2013, en fonction du degré d'aptitude du pays à stimuler la consommation intérieure tout en maîtrisant l'inflation et en renouant avec la croissance des exportations. En revanche, la Chine pourrait éprouver des difficultés à dynamiser ses exportations si l'accord budgétaire demeure incertain aux États-Unis ou si l'économie européenne affiche de plus mauvais résultats qu'en 2012. Le cas de figure décrit part également de l'hypothèse selon laquelle le pétrole ne deviendra pas un facteur d'instabilité supplémentaire pour des raisons géopolitiques.

53. En prenant le scénario le plus probable comme référence pour 2013, la croissance du PIB en Amérique latine et aux Caraïbes pourrait, selon les estimations, se hisser à environ 3,8 % (voir fig. XI) du fait de deux effets en particulier. Premièrement, une plus forte croissance en Argentine et au Brésil à la suite du redressement du secteur agricole en Argentine et de celui de l'industrie manufacturière et du secteur des investissements au Brésil. Un essor du commerce entre les deux pays pourrait également rehausser leurs niveaux d'activité économique respectifs. Deuxièmement, plusieurs des économies de la région devraient en principe enregistrer une forte demande extérieure grâce aux améliorations apportées aux indicateurs de la main-d'œuvre et à l'accroissement des prêts bancaires au secteur privé. Une demande faible et une situation incertaine dans le secteur extérieur pourraient conduire à des baisses de cours de matières premières, bien que ceux-ci resteront élevés selon des normes historiques. La demande extérieure contribuant peu à la croissance économique dans un contexte de

croissance mondiale ralentie et la demande intérieure restant forte, le déficit de la balance des opérations courantes se creusera quelque peu en 2013. Il est toutefois peu probable que cela augure de difficultés financières externes pour trois raisons. Premièrement, la plupart des pays de la région détiennent d'amples réserves internationales. Deuxièmement, les niveaux d'emprunt public étranger sont faibles, sauf dans un nombre restreint de pays des Caraïbes. Étant donné également les avoirs extérieurs dont se sont dotés un certain nombre de pays, la région tout entière semble bien placée pour aisément faire face à ses obligations externes. Troisièmement, l'Amérique latine et les Caraïbes offrent un meilleur profil de risque que d'autres régions à l'heure actuelle et, à quelques exceptions près, restera une destination attrayante pour les investissements étrangers directs. En outre, ses notations du risque continueront très probablement de s'améliorer en 2013, de sorte que des flux financiers réguliers en 2013 devraient suffire à couvrir tout besoin de liquidités externes.

Figure XI
Amérique latine et Caraïbes : prévisions de croissance du PIB, 2013

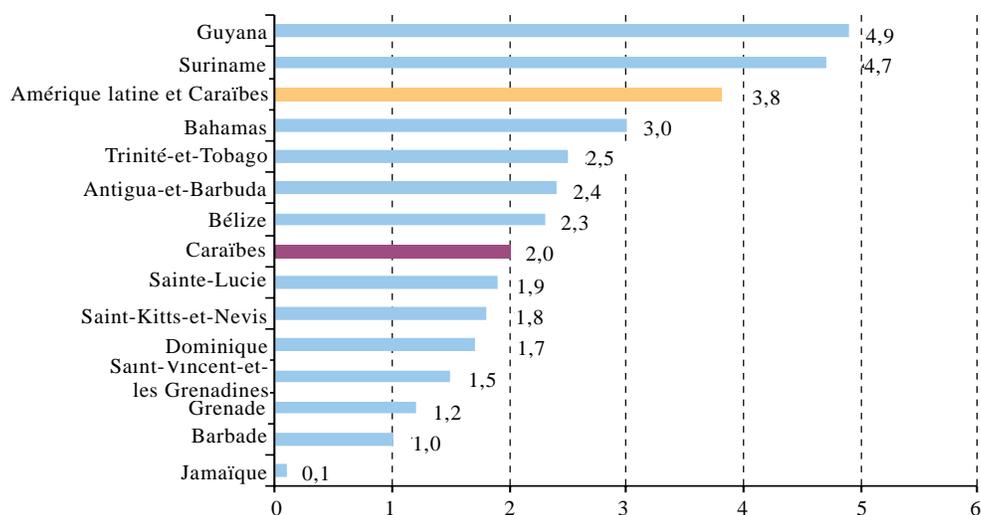
(En pourcentage)



Source : CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

54. Dans ce cas de figure, les taux de croissance devraient être moins disparates en 2013, et notamment dans la sous-région des Caraïbes et passer de 1,1 % en 2012 à 2 % (voir fig. XII). Les pays des Caraïbes continuent toutefois de faire face à une situation budgétaire précaire et ont besoin de réformes budgétaires assorties d'un soutien extérieur pour s'engager résolument dans la voie d'un redressement budgétaire viable.

Figure XII
Caraïbes : prévisions de croissance du PIB, 2013
 (En pourcentage)



Source : CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

55. En Amérique latine et aux Caraïbes, la difficulté reste également de relever et de stabiliser la croissance des investissements (plutôt que de compter uniquement sur la consommation) pour susciter des changements structurels, intégrer les progrès techniques et parvenir à une croissance satisfaisante. À cet égard, l'exploitation du marché régional dans le cadre d'une approche régionaliste propice pourrait aider à compenser le faible apport dont a été la demande extérieure au cours des quelques dernières années.

56. Enfin, bien qu'il ait moins de chances de se réaliser que le scénario de référence, un scénario prévoyant une croissance plus faible ne peut pas être écarté, compte tenu de la possibilité, fût-elle lointaine, de voir les facteurs de risques externes – l'aggravation de la crise au sein de la zone euro, le défaut d'accord sur la manière de remédier à la situation budgétaire aux États-Unis, un fort ralentissement en Chine ou des hausses des prix du pétrole alimentées par des tensions politiques au Moyen-Orient – s'accroître. En l'occurrence, la capacité d'adaptation dont la région de l'Amérique latine et des Caraïbes a fait preuve jusqu'ici sera plus rudement mise à l'épreuve et les effets continueront à se faire sentir de manière disparate dans la région, en fonction du poids que constitue chacun de ces facteurs pour les économies des divers pays. Un ralentissement de la croissance aux États-Unis nuirait le plus au Mexique, à l'Amérique centrale et aux Caraïbes, tandis que les pays d'Amérique du Sud ressentiraient plus l'impact si l'Europe restait plongée dans la récession ou que l'économie chinoise refroidissait. En définitive, une hausse des prix du pétrole pourrait se révéler plus ou moins propice, suivant la position des pays en tant qu'exportateurs ou importateurs nets de combustibles.